

AMBASSADE DE FRANCE
LONDRES

L'AMBASSADEUR

20th May, 1987

Dee Pim Winick

I have just received through the
dated - diplomatic bag this letter addressed to you by
11 May.
Monsieur Jacques Chirac, Premier Ministre.

I enclose it herewith.

Yves Huc

Luc de La Barre de Nanteuil

Luc de La Barre de Nanteuil

The Rt. Hon. Margaret Thatcher, M.P.
Prime Minister,
10, Downing Street,
London, S.W.1.

Le Premier Ministre

Paris, Le

11 MAI 1987

081456

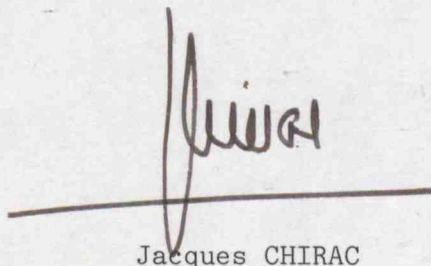
Madame le Premier Ministre,

J'ai reçu le 30 avril dernier à Paris M. Mangosuthu G. BUTHELEZI, Ministre en Chef du Kwazulu et Président du mouvement Inkatha.

Au cours de notre entretien, M. BUTHELEZI m'a fait part de ses analyses sur la situation en Afrique du Sud, et il m'a exposé ses vues en faveur d'une évolution non-violente vers une société démocratique et multiraciale dans son pays.

A cette occasion, M. BUTHELEZI m'a remis un mémorandum. Il m'a paru utile de porter ce document à la connaissance des Chefs de Gouvernement de la Communauté européenne. C'est pourquoi je prends la liberté de vous en adresser une copie.

Je vous prie de croire, Madame le Premier Ministre,
à l'assurance de ma haute considération *et de mon très*
cordial souvenir.



Jacques CHIRAC

Son Excellence
Madame Margaret THATCHER
Premier Ministre du Royaume-Uni

MEMORENDUM DE PRESENTATION A
M. JACQUES CHIRAC
PREMIER MINISTRE DE FRANCE

PAR MANGOSUTHU G. BUTHELEZI
PREMIER MINISTRE DE KWAZULU, PRESIDENT D'INKATHA ET
PRESIDENT DE L'ALLIANCE NOIRE SUD-AFRICAINE

PARIS FRANCE

30 AVRIL 1987

Les gouvernements de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord ont du réévaluer sérieusement leur politique étrangère en ce qui concerne l'Afrique du sud et l'Afrique australe. L'Apartheid figure maintenant à l'ordre du jour du conflit politique des Partis Européens et Nord-américains. Aujourd'hui plus que jamais, il empiète de façon plus pertinente sur les rapports entre le Premier Monde et le Tiers Monde, et les événements en Afrique du Sud réclament l'attention du Monde entier.

Dans la confusion des débats, les décisions des Partis politiques passent trop souvent à coté du problème crucial que pose l'avenir de l'Afrique du Sud en faveur des interêts politiques à court terme de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord. Je comprends que la politique étrangère des gouvernements Européens se compose de ses propres interêts nationaux, ses responsabilités envers la communauté internationale et ses responsabilités envers l'Afrique du Sud elle-même.

Cependant, je crois qu'il est temps que les gouvernements Européens se rendent compte que la situation en Afrique du Sud est sur le point de se cristalliser en une crise finale.

Les facteurs qui sont aujourd'hui présents sur la scène politique

Sud-africaine le seront encore quand l'édifice Sud-africain s'effondrera. L'action prise par l'Europe apportera des éléments à la situation Sud-africaine qui pourraient avoir des effets à long terme. Quand les choses commenceront à bouger dans le pays il faudra qu'elles bougent à une vitesse considérable, que ce soit en vue d'un changement révolutionnaire ou en vue d'un changement négocié. Les transitions doivent être établies maintenant pour le meilleur ou le pire.

La puissance de l'Histoire de la France constitue un facteur déterminant de ce qu'est la France. De même, la culture française est une force encore plus puissante à laquelle ne se compare aucune autre culture occidentale. La France par son long passé en Afrique a marqué de son influence chaque pays où elle a été impliquée. Cependant l'influence française en Afrique s'est seulement infiltrée de l'Afrique de l'Ouest vers l'Afrique Centrale; nous avons besoin que ses intérêts s'étendent à l'Afrique du Sud et à l'Afrique Australe. Nous avons besoin des idées qui ont contribué au développement de l'Afrique de l'Ouest et nous avons surtout besoin de nouvelles initiatives de la part de l'Europe qui à mon avis seraient des plus bénéfiques si elles étaient d'inspiration française. Suite à la conversation que j'ai eue avec vous je suis persuadé que votre science gouvernementale s'étend à ce que vous faites pour l'Afrique du Sud et je voudrais donc soulever certaines questions fondamentales ayant de grandes implications à moyen et à long terme.

Les peuples souverains expriment toujours leur souveraineté dans des circonstances qu'ils ont eux-mêmes créées. Chaque pays a le gouvernement qu'il mérite et chaque peuple vit comme il le mérite. Ces dures réalités sont indéniables mais dans la création de leurs circonstances les peuples sont limités par une multitude de facteurs. Leur situation historique; leurs ressources naturelles; le traitement qu'ils reçoivent des états voisins; leur localisation géographique par rapport aux grandes lignes Nord/Sud ou Est/Ouest; la mesure dans laquelle ils sont soumis à des influences étrangères plus ou moins agressives, etc; tout concourt à produire des facteurs sociaux, politiques et économiques qui doivent être pris en considération lorsque les peuples exercent leurs droits souverains.

Bien sur, un effet réciproque et dynamique s'opère toujours entre ces facteurs et la façon dont les peuples les utilisent. Les facteurs culturels déterminent en eux-mêmes le comportement national indépendamment du contrôle politique direct. L'idiome d'une société et ce que l'on pourrait peut-être appeler caractère national, comptent dans la façon selon laquelle les nations réagissent à leurs circonstances. Ce facteur demande que l'Europe soit prudente dans ses rapports avec l'Afrique du Sud. La libération de l'Afrique du Sud sera une libération Sud-africaine et je pense que l'Ouest devrait exprimer ses responsabilités historiques envers l'Afrique en apportant son soutien au meilleur de ce qui est fait par certains Noirs Sud-africains aujourd'hui.

Je suis parfaitement conscient du fait que les Partis politiques ne peuvent pas sauver l'Afrique du Sud. Seule la science gouvernementale peut sauvegarder l'Afrique du Sud des suites terribles de l'Apartheid. L'Apartheid en Afrique du Sud est condamné à disparaître sans aucune perspective de survie. Toute forme d'apartheid, même après une réforme radicale, serait condamnée. Aujourd'hui encore, malgré quelques réformes, l'Apartheid reste une chose hideuse que nous devons combattre par tous les moyens à notre disposition.

Dans la phase actuelle de notre lutte contre l'Apartheid nous devons être parfaitement conscients que les moyens que nous utilisons pour amener l'éradication finale de l'apartheid sont des moyens qui modèlent la structure future du pays. La façon dont nous procéderons vis à vis de l'apartheid au moment de son agonie finale déterminera la façon dont nous serons gouvernés après l'élimination de l'apartheid. L'Apartheid a été véritablement placé à un niveau international et les décisions et les positions des gouvernements Européens sont importantes dans l'amalgame des facteurs qui déterminent les décisions que les victimes de l'apartheid considèrent comme tactiques et stratégies.

Les Noirs Sud-africains ont été privés du droit de participation à la politique nationale. L'horreur suprême de l'apartheid réside dans le fait que 75 pour cent de la population totale de l'Afrique du Sud a été exclue de toute participation à la politique interne et étrangère. On a ôté à la majorité le droit

d'exprimer son opinion sur la forme de gouvernement que nous devrions avoir. Notre soumission politique et notre soumission économique a été presque totale. Mais l'apartheid n'a jamais pu nous ôter le droit divin de décider d'une ligne de conduite à suivre face à notre oppression. Alors que l'opinion des Noirs n'a jamais été unanime quant à la ligne de conduite à suivre, pendant des décennies la lutte pour la libération a établi des valeurs consacrées et des engagements en matière de tactiques et stratégies.

La douleur de notre oppression a donné naissance pour ainsi dire à une sagesse des Noirs Sud-africains quant à ce que nous devrions faire. C'est cette sagesse qui est remise en question par les forces révolutionnaires qui émergent dans le Pays. La politique Noire en Afrique du Sud aujourd'hui, dispute la nature de cette sagesse et l'Europe et l'Amérique du Nord reçoivent des indications contradictoires quant aux choix des Noirs Sud-africains, tant et si bien que les observateurs étrangers se retrouvent dans une situation où ils croient ce qu'ils veulent croire, ou ce qu'il est dans leur intérêt de croire. J'apprécie donc grandement l'occasion que j'ai de vous faire part de mes propres perceptions du choix des Noirs Sud-africains en matière de tactiques et stratégies. Je suis trop conscient de la situation désespérée dans laquelle nous nous trouvons en Afrique du Sud pour discuter simplement d'un point de vue de Parti politique.

Je suis à la tête du plus grand organisme politique Noir qui ait jamais existé dans l'Histoire du pays. Inkatha compte 1.3 million d'adhérents pour une population Noire totale de 22 millions et a donc la force numérique des Partis politiques qui constituent les gouvernements en Europe. La Brigade féminine d'Inkatha est la brigade la plus importante qui se soit jamais formée dans l'Histoire du pays. Il en va de même pour la Brigade des Jeunes. En plus de ces adhérents, les supporters et sympathisants se comptent par millions. S'ajoutent à ces millions les sept millions de Noirs Sud-africains d'origine Zoulou que j'ai élu de diriger en tant que Premier Ministre du Kwazulu.

Le fait qu'Inkatha est un organisme profondément démocratique me confère d'autant plus d'autorité à parler au nom de mon peuple. Je ne prends aucune position qui n'ait été testée auprès des membres d'Inkatha. La constitution d'Inkatha tient ses leaders responsables devant ses membres, et au cours de notre "Conférence Générale Annuelle" les délégués, élus par les membres ordinaires, expriment leurs vues sur les tactiques et les stratégies d'Inkatha. De tous les leaders Noirs d'Afrique du Sud, je suis celui qui tient le plus de ralliements, et même à Soweto, au coeur de la région industrielle du pays, les gens se pressent à mes ralliements par dizaines de milliers et clament leur approbation de la position prise par Inkatha face à la situation en Afrique du Sud et de nos vues sur les aspirations de notre peuple.

Je mentionne ces faits en passant, car je ne veux pas tant vous

parler de la position particulière d'Inkatha que de l'Afrique du Sud. Je ne crois pas que les Gouvernements Européens devraient prendre des décisions concernant l'Afrique du Sud dans le cadre de quelque Parti politique Sud-africain Noir. Dans tous les cas cela ne fait qu'accroître le conflit interne parmi les Noirs. Ce conflit a atteint des proportions sans précédent et donne lieu à des développements vraiment hideux. Aussi déplorable et lamentable que soit le conflit inter-Noirs en Afrique du Sud, il demande à être compris. Il n'est pas une expression des faiblesses des Noirs Sud-africains. Ce conflit doit être vu comme structurellement inévitable.

La démocratie Noire a été paralysée par l'apartheid et l'Etat a fait de son mieux pour nous priver des structures qui créent l'unanimité parmi nous. En conclusion le conflit inter-Noirs qui consterne le monde n'est qu'une terrible conséquence supplémentaire de l'apartheid. Pendant des décennies les leaders noirs ont été brutalement intimidés par l'Etat, par des arrestations, des emprisonnements, des interdictions et sans aucun doute parfois par la torture. Des démocrates noirs ont été frappés et brutalement dispersés alors qu'ils rassemblaient leurs forces démocratiques dans un esprit de paix et de non-violence. Des organismes ont été interdits et des Noirs ont été punis par l'Etat, individuellement et collectivement pour avoir osé amener des groupes à s'accorder sur ce qui devait être fait face à l'oppression. Il est donc peu étonnant qu'il y ait un conflit inter-Noirs si le mécanisme que nous nous sommes toujours efforcés de créer pour résoudre le conflit a été entravé par

l'Etat. En tant qu'opprimés nous demandons le même mécanisme par consensus qui maintient la politique européenne intacte et utile. C'est l'attitude des gouvernements qui se sont succédés en Afrique du Sud et dont le but a été d'écraser l'opposition démocratique Noire à l'apartheid qui a conduit certains Noirs à opter pour la lutte armée et les a préparés à un renversement du Gouvernement Sud-africain par n'importe quel moyen. Cependant, ceci étant dit, le fait qu'à présent des Noirs tuent des Noirs au nom de la lutte pour la libération est inexcusable. Il peut s'expliquer, Oui, mais s'excuser, Non.

La politique Noire en arrive à un stade où les Noirs Sud-africains ont le choix entre deux alternatives seulement. Maintenant que l'apartheid est à l'agonie et ne peut survivre, les enjeux sont très élevés et partout, les Noirs sentent que l'heure est venue de procéder à la dernière poussée vers la libération. C'est dans ce contexte que les Noirs Sud-africains ont le choix entre deux possibilités réciproquement exclusives. L'une étant de renverser le Gouvernement Sud-africain par la violence et s'assurer de l'installation du Congrès National Africain en Exil à la tête d'un Gouvernement à parti unique Marxiste ou néo-Marxiste. L'autre, d'aider l'opposition démocratique à promouvoir une future Démocratie à partis multiples. Les deux choix sont mutuellement exclusifs. Une victoire par la violence ne peut se faire qu'au détriment de la réconciliation nationale. Sans réconciliation s'effectuant au cours de la lutte pour la libération, une future démocratie à

partis multiple reste un rêve.

Les révolutionnaires demandent toujours obéissance totale de la population. Ils ne peuvent tolérer d'opposition qu'elle vienne du gouvernement ou des gens qu'ils s'efforcent soi-disant de libérer. Il y a quelque chose d'extrêmement dur dans les forces révolutionnaires capables de renverser un gouvernement tel que le gouvernement Sud-africain. La Mission en Exil de l'ANC est fidèle aux formes révolutionnaires classiques. Ses membres essaient de populariser le slogan: "Tout patriote est un combattant et tout combattant est un patriote." Dans leurs communications aux Noirs Sud-africains ils encouragent maintenant les Noirs à tuer les Conseillers des villes noires et visent à une prise en masse de toutes les forces noires d'Afrique du Sud. Ils les exhortent à soutenir le mouvement révolutionnaire et utilisent sans remords la violence pour s'assurer l'obéissance des Noirs à leurs propres commandements et aux commandements des organismes qui travaillent en tandem avec eux. Le Secrétaire Général de la Mission en Exil du CNA, M. Alfred Nzo a maintenant reconnu publiquement que la pratique hideuse du "necklacing" est approuvée par les supporters de l'ANC.

Dans son élan révolutionnaire, l'ANC doit miner tout développement du front démocrate non violent. Ils voient la force électorale massive d'Inkatha comme une grave menace à leurs actions. Ils ont déclaré qu'Inkatha était leur plus grand ennemi dans le pays. Ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour écraser Inkatha. Inkatha enterre ses morts à cause de leurs actions et celles des autres organismes qu'ils supportent. Ils ne

veulent pas que les Noirs développent des pouvoirs capables de forcer le gouvernement Sud-africain à négocier. Ils veulent une victoire par la violence et la seule chose qu'ils soient prêts à négocier, selon leurs propres affirmations, c'est la remise du pouvoir en leur faveur.

Les gouvernements Européens se doivent de se poser deux genres de questions totalement différentes. La première étant de savoir si la Mission en Exil de l'ANC est en mesure d'obtenir une victoire militaire sur les forces de l'ordre Sud-africaines ou pas et en conséquence si oui ou non l'escalade de la violence nécessaire au renversement du gouvernement Sud-africain sera telle que les deux partis devront à la fin adopter la politique des terres brûlées qui ne laisserait pas de véritable vainqueur. C'est la réalité telle que je la perçois. La Mission en Exil du Congrès National Africain a déjà fait un pas en direction de la politique des terres brûlées. Elle s'est engagée à la destruction de l'économie. Elle rejette la perspective de la réforme et n'ayant aucune victoire militaire à son actif, elle opte maintenant pour l'instigation d'une guerre civile. L'action actuelle de l'ANC à ce niveau libérerait des forces de violence incontrôlables et n'aboutirait qu'à une sorte de chaos final dans lequel tous seraient perdants. La question en deuxième lieu est de savoir si oui ou non la prise de pouvoir par la violence par La Mission en Exil du Congrès National Africain, si elle était possible, serait plus qu'un premier pas vers une suite d'événements révolutionnaires et contre-révolutionnaires.

A mon avis une victoire révolutionnaire nous enlèverait tout espoir d'établir par la suite un gouvernement qui rencontrerait l'unanimité. Dans ce cas-là les Blancs d'Afrique du Sud seraient une menace bien plus grande pour un gouvernement ANC que la Mission en Exil de l'ANC ne peut l'être pour le gouvernement Sud-africain. Un avenir dans lequel une solution aux problèmes Sud-africains serait repoussée de plusieurs générations par des conflits violents, est un avenir que nous devons éviter à tout prix. La seule alternative face au renversement du gouvernement Sud-africain par la violence est de reconnaître que la réconciliation des Noirs et des Blancs au cours du processus d'élimination de l'apartheid est un prélude à la politique de négociation dont le gouvernement Sud-africain fait partie.

En Afrique du Sud les principaux objectifs politiques sont liés aux objectifs économiques. Le seul moyen d'éliminer le système de libre entreprise est une révolution qui écraserait par la violence l'Afrique du Sud des Blancs, détruirait l'économie et mettrait en place un gouvernement Marxiste à Parti unique ou un gouvernement socialiste. Le seul moyen de conserver un système de libre entreprise est d'amener des changements radicaux par une politique de négociation et d'atteindre une réconciliation nationale en amenant des changements radicaux.

Ceux qui succéderont au Parti National en Afrique du Sud auront désespérément besoin d'une économie saine. Tout gouvernement qui ne pourrait faire en sorte que la population ressente les bénéfices de la libération en termes de diminution de leur

pauvreté trouverait une opposition chez les plus pauvres dont le nombre s'élève à plusieurs millions en Afrique du Sud. Nous avons trop souvent vu ce que font les gouvernements qui n'ont pas les moyens de gouverner; ils doivent lutter contre un mécontentement profond et quasi-général. Ayant atteint le pouvoir par la force des armes ils doivent alors gouverner par la force des armes. Le maintien de l'économie Sud-africaine au cours de la lutte pour la libération est aussi vital et nécessaire que la suppression de l'apartheid.

Les vues que j'ai énoncées constituent la toile de fond d'Inkatha en matière d'objectifs, tactiques et stratégies. Mais je crois que celles-ci dépassent un simple point de vue sur l'Afrique du Sud exprimé par le Parti d'Inkatha. Ce sont des vues que tout gouvernement européen occidental devrait partager. Ces vues ne sont pas seulement un énoncé idéologique. Ces vues sont nées de l'observation de ce qui s'est passé ailleurs en Afrique et les Européens eux-mêmes les ont formées au long de siècles d'histoire. Ces vues rencontrent l'accord en Afrique du Sud de nombreux Partis politiques.

Il y a maintenant en Afrique du Sud un véritable mouvement de fond favorable à l'alignement de l'Afrique du Sud sur une société de type démocratique occidental. La politique en Afrique du Sud recherche de plus en plus la démarche à suivre pour donner substance et forme quotidiennes aux vues que j'ai exprimées. Le Parti National au pouvoir lui-même en débat constamment. Certaines institutions Sud-africaines y sont favorables.

L'Industrie les soutient et l'on peut voir partout des institutions tenter de les exprimer selon leur propre formule. La base d'une politique unanime dans le cadre de ces vues est indiscutablement présente. La question cruciale reste de savoir si ces vues peuvent passer le barrage imposé par le Parti National au pouvoir en matière de Parti politique. Le Parti National détient le pouvoir. Il s'efforce de conserver ce pouvoir. Il s'efforce de rester seul arbitre de ce que l'on peut ou ne peut pas faire en Afrique du Sud et les Gouvernements occidentaux n'aident en rien à cajoler et menacer le Gouvernement Sud-africain jusqu'à ce qu'il se retrouve au pied du mur. Je crois que nous devrions maintenant distinguer entre menace et pression. Peut-être la menace de ce qui s'accomplira vraiment, est-elle la forme de pression ultime. Si l'Occident en est déjà arrivé à la conclusion que c'est la seule solution, alors que Dieu vienne en aide à l'Afrique du Sud. C'est passer un jugement erroné que de penser que l'on a déjà atteint le stade où ce genre de pression serait la seule alternative.

Il me semble que l'attitude de l'Occident jusqu'à présent reflète un sentiment d'impuissance quant à la démarche à suivre et en tant que force de pression éventuelle susceptible d'amener des changements en Afrique du Sud. Il me semble que le fait de recourir à des sanctions contre l'Afrique du Sud décèle un désir désespéré de la part des Occidentaux de faire quelque chose et le sentiment que c'est la seule chose à faire. L'Occident se trompe. Là n'est pas la seule alternative. Cela devrait être la dernière chose à faire et ce faisant c'est comme si l'Occident se lavait

les mains du problème Sud-africain abrogeant ainsi sa responsabilité internationale.

Une lutte non-violente, démocratique, viable et puissante s'est engagée en Afrique du Sud. C'est cette lutte qui fait des pas en avant. C'est cette lutte qui a conduit à l'obtention de droits en faveur des syndicats des travailleurs noirs. C'est cette lutte qui a réussi à faire abolir certaines barrières de couleur dans de nombreuses situations sociales et économiques. C'est cette lutte qui a conduit à l'abolition de la "Pass Law". C'est cette lutte enfin qui a forcé M. P.W. Botha à reconnaître l'échec de la politique des états Nationaux. Ce n'est pas la lutte armée qui a obtenu tous ces pas en avant. Ce ne sont pas non plus les menaces de l'Ouest. C'est le pouvoir que les Noirs commencent à exercer en tant que section de la population sur laquelle les Blancs sont totalement dépendants sur le plan économique, et c'est le pouvoir des consommateurs Noirs qui contribue à donner aux Noirs un pouvoir de négociation, qui en sont la cause.

C'est ce pouvoir noir qui sera terriblement corrodé par des sanctions effectives contre l'Afrique du Sud au moment où l'Occident essaiera de frapper le Gouvernement Sud-africain. Les Gouvernements occidentaux courent le risque d'inscrire leur message à l'Afrique du Sud dans le sang des victimes de l'apartheid. Cette déclaration pourra vous paraître vigoureuse mais elle mérite qu'on y apporte quelque attention.

On me demande sans cesse, dans le cadre de mon opposition aux sanctions, quelle devrait être selon moi l'attitude de l'Occident et je me rends compte de plus en plus que je ne peux pas répondre à cette question sans prendre en ligne de compte ce que l'Occident a fait et peut faire. Mais je crois que je répondrais d'abord que les sanctions sont maintenant une réalité. L'Occident a jeté l'Afrique du Sud dans une période de post-sanctions et je crois que les Gouvernements partagent à présent la responsabilité d'examiner de près les conséquences de leurs actions. Les grandes nations occidentales n'ont pas l'intention de détruire le système économique de la libre entreprise en Afrique du Sud ni l'économie du pays. Elles savent pourtant bien que nous devons payer le prix de ce qui a déjà été accompli. Le pourcentage que les nations occidentales auront à payer est minime. Celui du Gouvernement Afrique du Sud en lui-même sera plus important, mais ce sont les Noirs Sud-africains qui en paieront la majeure partie.

En supposant que l'Occident cesse de détruire l'économie Sud-africaine à court-terme, le fait n'en reste pas moins que des centaines de milliers de Noirs Sud-africains devront payer sous forme de perte de travail, et la perte des exportations d'Afrique du Sud aura un effet nuisible, du moins en affaiblissant la croissance de base de l'économie Sud-africaine. Après avoir envoyé un message politique à Pretoria concernant l'apartheid il me semble raisonnable que les Gouvernements occidentaux marquent une pause et évaluent le montant du prix que les victimes de l'apartheid devront payer pour ce message. Chaque Gouvernement

occidental devrait donc résister à toute tentative d'escalade des sanctions contre l'Afrique du Sud jusqu'à ce que, du moins, il sache ce que coûte ce qui a été déjà accompli.

Je voudrais faire ressortir que si l'Occident pense réussir en envoyant des messages à Pretoria par le biais de l'imposition de sanctions c'est déjà fait. Elargir la portée des sanctions et leur morsure n'ajoutera rien à la valeur du message. Des menaces mises à execution ne sont plus des menaces. Si ce qui a été déjà accompli s'avère insuffisant l'Occident devrait essayer de trouver une autre solution au lieu d'en ajouter à ce qui est voué à l'échec.

Quand je dis "ajouter" je pense immédiatement - pression diplomatique accrue. Personne ne pouvait s'attendre à ce que le Groupe des Personnages Eminents réussissent du premier coup. Il me paraît que le CEPG (Commonwealth Eminent Persons Group) avait surestimé ses données en exigeant un résultat immédiat sous peine de... Les pays du Commonwealth ont fait preuve d'incompétence sur le plan diplomatique en lançant une attaque unique sur une cible qui ne pouvait être détruite d'un seul coup. A mon avis la CEE aurait tort de considérer la visite de Sir Geoffrey Howe en Afrique du Sud comme un échec. Ce ne devrait être que la deuxième partie de l'accroissement des pressions diplomatiques.

Une autre initiative devrait être entreprise dont, en premier lieu, l'envoi d'une équipe de la CEE composée de M. Jacques Poos - Ministre des Affaires Etrangères au Luxembourg, M. Giulio

Andreotti - Ministre des Affaires Etrangères en Italie, M. Hans van der Broek - Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, et M. Willy de Clerq - Délégué aux Affaires Etrangères de la Commission Européenne, et en second lieu l'envoi de Sir Geoffrey Howe, ne constitueraient que les étapes initiales d'un programme continu pour l'augmentation des pressions diplomatiques. La façon grossière dont M. Botha a publiquement rejeté Sir Geoffrey Howe lors de son séjour dans le pays montre à quel point il a, en fait, ressenti la pression.

J'ai écrit récemment à tous les Gouvernements du Commonwealth afin d'essayer de les encourager vers une participation actuelle dans les offensives diplomatiques menées contre l'Afrique du Sud. Je cite, inter alia:

"Je suis conscient du fait qu'il a été suggéré, au sein de certains cercles, de mener la participation étrangère dans le processus de négociation en Afrique du Sud sous forme de groupes formés, disons, de L'Angleterre et du Malawi chargés de présenter une perspective de Prétoria aux Gouvernements, disons, du Mozambique, du Zimbabwe, de la Roumanie qui à leur tour établiraient une position de l'ANC. Cette internationalisation du travail préparatoire qu'il est nécessaire de faire avant les négociations avec l'Afrique du Sud est peut-être vitale. Il reconnaît en principe le même besoin de négociations alternatives que j'ai déjà souligné brièvement dans une adresse faite l'année dernière à la Mini Conférence du Commonwealth à Londres. Il est dans l'intérêt du Commonwealth que des progrès soient faits en

Afrique du Sud qui justifierait la réintégration de l'Afrique du Sud à sa place de membre respectable dans la communauté internationale.

Je voudrais discuter des mérites d'une diplomatie d'échanges alternatifs associée peut-être à un Secrétariat permanent en Afrique du Sud capable de suivre les développements de près au moment de leur occurrence. Il y a eu des développements depuis que l'EPG a présenté son rapport final. La situation Sud-africaine est dynamique, est constamment en mouvement et requiert sans cesse de nouveaux aperçus et de nouvelles perspectives. Toute l'influence des représentants des pays étrangers déjà en Afrique du Sud pourrait être mobilisée pour soutenir un tel secrétariat, que je suggère, et assurer une participation pleinement internationale dans une tentative urgente d'écarter l'Afrique du Sud d'un holocauste final et brutal.

Quels que soient les événements qui conduiraient à des négociations une attention accrue quant au genre de négociations auxquelles on peut s'attendre est nécessaire dans une optique réaliste. Pour l'instant, l'éventualité du projet ou de négociations à la Lancaster House surgissant en Afrique du Sud, ont fait l'objet d'une vaste publicité par les médias. On parle depuis de nombreuses années de la nécessité de créer une Convention Nationale en Afrique du Sud et lorsqu'on prononce les mots de "négociation" et "avenir" de l'Afrique du Sud on en

conclut naturellement qu'une table ronde, autour de laquelle prendraient place le Gouvernement Sud-africain et d'autres groupes politiques, se tiendra pour déterminer quel genre de constitution l'Afrique du Sud devrait avoir. L'ANC a clairement défini sa position et déclaré qu'il est uniquement prêt à négocier la remise du pouvoir au peuple. Si nous acceptons une philosophie selon laquelle le "gagnant prend tout" cette prise de position est compréhensible. Les négociations concernant l'avenir de l'Afrique du Sud ne sont peut-être pas nécessairement des négociations menées du sommet à la base.

En fait je crois plus probable que le succès final de la négociation d'un accord, visant à réintégrer l'Afrique du Sud en tant que membre respectable de la communauté internationale, suivra des négociations menées de la base au sommet. Les négociations doivent se faire donnant donnant. Quiconque espère négocier auprès du Gouvernement Sud-africain sa propre abdication ne saisit pas les réalités Sud-africaines. Si nous ne pouvons nous attendre à des négociations auprès d'un Gouvernement Sud-africain prêt à se démettre de son pouvoir, nous devons porter nos efforts vers des négociations menées vers le sommet, partant d'un niveau local, régional et provincial, jusqu'au niveau national. Des négociations du type Lancaster House ne pourraient devenir réalité qu'une fois l'économie Sud-africaine démantelée et le pouvoir militaire réduit. Les conditions nécessaires à la réussite dans cette direction dépassent toute optique. Nous

devons maintenant considérer des négociations menées de la base au sommet.

C'est dans ce processus que le pouvoir négociateur des Noirs Sud-africains sera le plus significatif et c'est dans cette direction que la réussite des négociations pourrait donner aux Noirs Sud-africains les avantages finals de négociations au sommet. Il est nécessaire que le Commonwealth examine d'urgence si oui ou non ces affirmations sont fondées sur une réalité politique et si la "politik" réelle peut être établie à travers des négociations menées de la base au sommet."

Que ce genre d'initiative diplomatique soit faisable, étant donné le manque d'unanimité véritable au coeur de la CEE, est bien sûr une question cruciale. La CEE ne doit très certainement pas s'en tenir à l'envoi de commissions d'enquête et d'exploration en Afrique du Sud et devra prendre une initiative après que l'unanimité aura été obtenue quant à la démarche à suivre.

Voilà peut-être où des pays individuels tels que la France, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande Bretagne - avec peut-être le Portugal et l'Espagne - pourraient examiner la viabilité d'une telle initiative avec les leaders Noirs Sud-africains qui se sont engagés dans une politique de négociations.

Au-delà des initiatives diplomatiques qu'il est nécessaire de prendre, il y a bien sûr le vaste domaine non exploré de l'aide humanitaire aux victimes de l'apartheid. La façon dont cette aide pourrait être dirigée et sous quelle forme, n'a pas encore été

entièrement étudiée. Cependant il n'y a pas de doute que beaucoup peut être accompli dans ce domaine.

Quelle que soit l'action entreprise, je pense que des pays tels que la France, et en fait tous les pays de la CEE, devraient exacerber leurs pressions diplomatiques sur Prétoria. Jusqu'à présent l'accent a été mis sur la nécessité de démanteler l'apartheid. L'accent, à présent devrait être mis sur la démarche à suivre pour en arriver aux fins signalées dans l'ultimatum du CPEG à Prétoria. Il est vital que Dr Nelson Mandela soit libéré. Il est de toute évidence important que tous les prisonniers politiques soient libérés mais Dr Mandela occupe une place importante en tant que prisonnier faisant figure de martyr. La France et les pays de la CEE doivent reconnaître que le genre d'objectifs que le CPEG se donne sont des objectifs qui pourraient être atteints et ne peuvent être atteints que dans le cadre de la politique de négociations entre les Noirs et les Blancs du pays. La répétition des objectifs des Noirs par la CEE n'est peut-être pas aussi utile qu'un travail direct avec les leaders démocrates noirs alors qu'ils accentuent la pression sur Prétoria pour en arriver à des négociations. Ces leaders noirs devraient se voir attribuer une plus grande force diplomatique en dehors de l'Afrique du Sud. Les intérêts et la présence des Gouvernements Européens devraient s'accroître vis à vis de l'opposition démocratique et non violente à l'apartheid.

Dans la région du Kwazulu/Natal nous avons établi des pourparlers sous la forme de l'Indaba Kwazulu/Natal. Cet Indaba devrait être pris plus au sérieux qu'il ne l'a été. Nous essayons d'établir

une législature multiraciale dans une région très importante d'Afrique du Sud. C'est une initiative d'ordre majeur et elle devrait recevoir tous les encouragements possibles.

La victoire en Afrique du Sud ne viendra pas du jour au lendemain; il n'y a pas de solution facile au problème Sud-africain et je crois en toute honnêteté que nous devons maintenant nous engager dans diverses situations provisoires au travers desquelles l'opposition non violente à l'apartheid, et les négociations peuvent réaliser les objectifs que le CEPG a voulu transformer en objectifs à court terme.

